



DECLARATION LIMINAIRE

Comité Technique de Réseau « TERRE » du 18 mai 2015

Monsieur le président,

Nous voilà à nouveau réunis dans cette enceinte pour évoquer une fois encore l'avenir de l'Armée de Terre..... Pour ce nouveau mandat, Force Ouvrière ne va pas changer une équipe qui gagne et vous constaterez que nous avons su préserver notre place, nos compétences et notre volume en effectif dans cette instance, nous espérons qu'il en sera de même dans votre présentation pour la composante civile.

Lors de la préparation de ce CTR, préparation quelque peu réduite, compte tenu du choix de la journée du lundi pour tenir ce CTR, nous avons repris l'ensemble des déclarations liminaires que nous vous avons lues ainsi qu'à votre prédécesseur au cours des 7 dernières années c'est-à-dire depuis le lancement officiel de la réforme territoriale, CICPC et CTR confondus et le bilan est sans appel : les constats et les revendications n'ont pas plus évolué que les réponses que vous nous avez apportées, bien au contraire.

Alors nous nous sommes posé la question suivante : sommes-nous devenus des radoteurs invétérés ou notre employeur n'a-t-il pas été à la hauteur de ses engagements ou de ses promesses voire de ses obligations ? Comme nous ne sommes pas prêts à manger des merles faute de grives ni à prendre des vessies pour des lanternes il faudra que ce CTR soit à la hauteur de nos attentes, et de celles des agents.

Dans un premier temps, Force Ouvrière s'abstiendra de participer au vote du procès-verbal du dernier CTR compte tenu du délai, un record en la matière, entre la tenue dudit CTR et la réception de son compte rendu. Vous savez, monsieur le directeur, que la propension chez le personnel civil n'est pas au rajeunissement et nous ne voudrions donc pas acter des trous de mémoire. De plus la nouvelle mandature nous amène de nouveaux élus, et FO ne comprendrait pas que des personnes n'ayant pas participé aux débats puissent valider le contenu de son compte rendu.

Dans un second temps, force est de constater que loin de cette enceinte, dans ce que certains appellent la vraie vie, à croire qu'il en existerait des fausses ou des virtuelles, mais à Force Ouvrière nous serions plutôt enclin à parler tout simplement du quotidien des agents, les difficultés n'ont fait qu'empirer, les conditions de travail de se détériorer, et la composante civile de se sentir abandonnée à son triste sort. Le manque de lisibilité, à moyen terme, sur les restructurations ayant notamment pour conséquence, dans certains établissements, d'interdire l'inscription à la BNE de postes laissés vacants pour pallier aux départs de personnels civils, provoque une frustration d'autant plus grande qu'elle s'accompagne d'une perte précieuse de la transmission du savoir et des compétences.

Le dialogue social est devenu pour certains chefs et chefs de file une forme de jeu de l'oie, l'organisation une partie de chaises musicales et la gestion un gigantesque brainstorming, où tout se mélange allégrement, l'important étant, au passage, que les agents ne puissent s'y retrouver. A quand un colin-maillard ministériel ?????

Nous étions d'ailleurs tentés de vous transmettre l'ensemble de nos déclarations reliées afin que vous puissiez, en lecture de chevet, vous imprégner des faméliques avancées et bien plus encore des reculs instrumentalisés depuis 2011 voire plus avant encore, mais nous vous éviterons les cauchemars.

Certes l'Armée de Terre se gausse aujourd'hui d'avoir réussi, en un temps record, à résorber un sureffectif, qui n'était d'ailleurs que le résultat d'une machination machiavélique découlant d'une réforme budgétaire arbitraire. Le jeu en valait-il la chandelle? Fallait-il en arriver là pour faire le constat cinq ans plus tard que nous ne sommes plus en mesure aujourd'hui de remplir un nombre certain de missions, et tout cela pour coller à un constat bureaucratique stigmatisant le personnel civil en général et les ouvriers de l'Etat en particulier !!!!!

L'armée de Terre doit être sacrément acculée ou soumise au diktat des financiers pour en être réduite à inventer une organisation-latex qui soit en mesure de répondre aux missions et aux attentes, quel que soit le format imaginé ou futur, en faisant abstraction de toute réflexion sur ses structures organiques et leurs effectifs existants ? Le personnel n'est plus en attente de réponses qui n'arriveront pas de toute façon, mais nous réfléchissons très sérieusement à la manière de nous faire entendre ailleurs que dans une enceinte feutrée, et plus près des vicissitudes de nos camarades.

Force Ouvrière vous l'annonce très clairement, nous encouragerons toutes les actions tant en interne qu'en externe qui permettront de dénoncer la gabegie des compétences, du savoir-faire et de la garantie sur l'avenir que le commandement veut mettre en œuvre au travers de l'abandon vers l'industriel de missions et de plan de charge qu'on ne pourrait plus remplir faute de personnels qualifiés. Notre administration a trouvé là une façon déguisée de tuer son chien en l'accusant de la rage, à savoir celle de supprimer des missions en régie, en l'absence de recrutement et donc de bras pour les remplir, pour au final abandonner le terrain au secteur privé. A qui profite donc le crime ? Tout au plus, pourrions-nous nous interroger sur l'acuité dont font preuve certains anciens directeurs centraux ou grands chefs de service pour trouver des reclassements en deuxième carrière chez ces mêmes industriels, mais nous n'en sommes pas encore à suspecter les uns et les autres de délits d'intérêts ni même d'initiés.

Cette déclaration liminaire se veut être à la fois, une mise en garde contre toutes les velléités qui naîtraient dans les esprits des employeurs centraux et un constat d'échec de la politique de gestion des effectifs décidée par le commandement. Alors oui mon général, le personnel civil est en colère, oui les ouvriers de l'Etat ne supportent plus qu'on les traite de faire-valoir surpayés, oui la chaîne commandement, dans son intégralité ne peut plus s'enorgueillir de la réussite d'une réforme qui détruit l'outil de travail, les emplois des agents et l'avenir de leurs familles.

Il y a peu nous vous avons rencontré pour une présentation qui nous a tous, du moins à Force Ouvrière, laissé sur notre faim. Nous avons bien compris que la priorité des priorités était de voir aboutir un projet tenant particulièrement à cœur au CEMAT puisqu'il l'avait déjà dans ses cartons en prenant ses fonctions, certains d'entre vous y voyaient même une forme de projet de chef visionnaire... mais les explications et surtout le manque de clarté de ce projet notamment en matière d'effectif civil et de positionnement des agents

ne peuvent nous rassurer, tout au plus nous laisser entrevoir un avenir pour le moins sombre et incertain pour la composante civile.

Dans un troisième temps, ce premier CTR Terre de cette nouvelle ère va présenter aux représentants du personnel des notes d'organisation interne à l'Armée de Terre. Il nous semblait important de préciser en liminaire que Force Ouvrière, fidèle à son refus d'entrer dans toute forme de cogestion qui dénaturerait totalement l'esprit même de son action syndicale ne participera pas aux débats sur l'organisation et laissera donc à la seule administration et à ses accompagnants la responsabilité de leur décision.

Néanmoins, lors de la présentation de la future organisation, le Général DOMINGUEZ directeur de la SIMMT a précisé que les futurs recrutés devaient être à la hauteur des enjeux, à savoir particulièrement performants et hautement qualifiés. Alors pourquoi se priver d'embauche d'ouvriers de l'Etat dans toutes les professions sans les prioriser dans le seul secteur de l'aéronautique, et pourquoi cautionner la création d'un « nouveau » quasi statut des ouvriers de l'Etat avec perte d'acquis au passage, quand on connaît les difficultés de recrutement des agents techniques fonctionnaires compte tenu de leur faible niveau de rémunération. C'est un peu comme vouloir faire travailler des généraux avec des rémunérations de caporaux, cherchez l'erreur. Et ce n'est pas la mise en place d'une politique de recrutement au titre de l'article 4139-2 qui va seule pouvoir pallier à la déficience cruelle de main d'œuvre car c'est bien de cela dont il s'agit.

Enfin, Mon Général, ce CTR aurait presque pu se dérouler en vidéoconférence, si les enjeux pour le personnel n'étaient pas aussi importants et si nous n'avions pas à cœur de repartir ce soir avec de véritables réponses. Vous aurez sans doute été mon Général, même si vous n'êtes pas encore sur le départ, le seul directeur des ressources humaines de l'armée de terre de ces trois dernières décennies à pouvoir présenter un bilan des effectifs globaux en augmentation par rapport à la cible de la Loi de Programmation Militaire depuis votre prise de fonction. Nous ne pouvons, par ailleurs, que souligner le tour de force réussi par notre ministre pour non seulement sauver 7500 postes voués à la suppression mais également se garantir une rallonge budgétaire conséquente pour les quatre prochaines années. Toutefois, nous serions très intéressés que vos services nous indiquent, sans forcément faire un parallèle des effectifs entre agents civils et personnels militaires combien d'Equivalent Temps Plein civils ont été « sauvés » sur le volume global annoncé.

Le CTR d'aujourd'hui définira, à n'en pas douter, les contours du dialogue social de demain à l'Armée de Terre, il ne tient qu'à vous d'en confirmer la volonté dans un contexte futur qui semble échapper à toute logique de fonctionnement et d'efficience.

Merci de votre attention

PARIS le 18 mai 2015